

● (9.20 p.m.)

Au lieu de cela, nous faisons tout le contraire. Nous nous apercevons qu'une part considérable des subventions accordées à l'industrie privée profitent à des sociétés étrangères. Nous persistons dans notre politique continentaliste qui met de plus en plus le pouvoir de prendre les décisions aux mains de sociétés internationales qui échappent au contrôle de notre gouvernement et où les Canadiens n'ont aucune part. Ceci signifie que non seulement nous perdons le contrôle politique et le pouvoir de décision mais également que nous exportons des emplois aux États-Unis.

Le Canada est fondamentalement exportateur de produits non finis et importateur de produits manufacturés. C'est pourquoi nous exportons chaque année un nombre considérable d'emplois aux États-Unis et ailleurs. Ceci provient de ce que notre économie est constituée de filiales de grandes sociétés et parce que le gouvernement canadien n'a pas le courage de faire face et de renverser la tendance continentaliste au Canada. Qui pis est, nous sommes le seul pays du monde occidental à n'imposer qu'une très faible réglementation aux sociétés étrangères qui s'implantent chez nous. Non seulement nous les laissons s'implanter mais nous les supplions de venir et nous les subventionnons. Avec le nouveau ministère, nous persistons dans la même méthode.

Comble d'hypocrisie, une forte proportion de l'argent que les sociétés étrangères investissent est canadien. Cet argent pourrait être investi au nom de Canadiens mais c'est une chose qu'aujourd'hui on ne fait pas au Canada. Il est nécessaire que nous recouvrions notre économie perdue de façon à pouvoir la planifier. Il faut que nous donnions la priorité aux besoins de nos concitoyens au lieu de la donner aux énormes sociétés multinationales et de dire que les besoins de celles-ci sont ceux de la société. Une fois que nous aurons repris le contrôle de notre économie, nous pourrions commencer à planifier la suppression effective de nos disparités régionales. Mais, avant toute chose, il est indispensable que nous reprévisions le contrôle du Canada pour pouvoir ensuite éliminer les disparités et la pauvreté régionales. Je pourrais évoquer bien d'autres domaines mais peut-être devrais-je terminer en posant au ministre toute une série de questions sur les raisons pour lesquelles le gouvernement fait certaines choses, et lui demander quels sont ses plans pour l'avenir. Je demanderais au gouvernement pourquoi les subventions qu'on accorde aux corporations, dont beaucoup sont très importantes, sont faites sans l'assurance ferme de celles-ci ou des industries concernées de ce que sont leurs projets pour l'avenir. Pourquoi n'y a-t-il pas davantage de planification et pourquoi ne demande-t-on pas plus d'assurance à ces industries? Pourquoi met-on si peu l'accent sur le développement de ces régions et pourquoi ne pense-t-on pas davantage à utiliser des sociétés de la Couronne ou des coopératives pour développer les régions déshéritées du Canada?

Nous devons trouver un moyen de tenter d'atténuer les problèmes régionaux qui soit plus efficace qu'en intervenant dans l'industrie privée. Je voudrais souligner que plusieurs pensent qu'il n'existe vraiment pas de plan régional qui soit coordonné et bien orienté. Pourquoi avons-nous un plan si opportuniste, si difficile à diriger et si considérable qu'il en devient tout à fait inefficace? Il y

a une tâche à accomplir. Il existe des problèmes à résoudre, et à mon avis, ces problèmes sont très aigus. Pour garder le Canada uni et lui permettre de célébrer son deuxième centenaire, nous devons aplanir plusieurs des difficultés régionales qui nous confrontent aujourd'hui, parce que si toutes les régions du pays ne peuvent être des partenaires égaux dans la Confédération, alors peut-être que le pays ne restera pas uni tellement plus longtemps. Je prétends que c'est la responsabilité du gouvernement fédéral de s'assurer que toutes les régions ont une occasion égale et retirent des avantages égaux de la Confédération.

Comme l'a dit l'orateur précédent, nous devons partager et les avantages et les désavantages de la Confédération canadienne. Autrement, ne restons pas assis ici dans une complaisance suffisante à nous demander pourquoi il existe au Québec un mouvement séparatiste qui gagne rapidement en force. En réalité, ce mouvement a débuté après l'élection du premier ministre et l'arrivée au pouvoir du gouvernement—un premier ministre qui aurait dû avoir l'expérience et la connaissance de la province de Québec. Cependant, le premier ministre ne semble pas avoir cette connaissance et cette expérience. Je ne crois pas que nous devrions siéger ici pour nous demander pourquoi il y a du mécontentement, alors que 20 p. 100 de notre population vit dans la pauvreté et qu'un autre 20 p. 100 vit avec des salaires de crève-faim dans un pays qui jouit de l'aisance, de l'abondance et des connaissances technologiques qui pourraient tellement faire pour la population moyenne du pays. Le fardeau en revient au gouvernement et le ministère de l'Expansion économique régionale pourrait faire beaucoup.

A mon avis, le moment est venu de commencer à agir au lieu de nous amuser et de faire miroiter des avantages illusoires devant les yeux des entreprises étrangères qui ne s'intéressent réellement pas au développement du Canada et de sa population.

**M. McKinley:** Monsieur l'Orateur, je me demande si le député de Yorkton-Melville (M. Nyström) se rend compte que ce qu'il demande du gouvernement est fort semblable à ce qui s'est produit en Saskatchewan, selon un ouvrage de M. Douglas en Saskatchewan...

**M. l'Orateur suppléant:** A l'ordre. En toute déférence, je crois que la question du député pourrait prêter à un débat.

**M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Vous feriez mieux de lire le dossier au lieu de cette propagande de la Chambre de commerce.

[Français]

**L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe):** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention de faire de très longues observations. Je ne puis pourtant pas laisser se terminer l'étude du bill C-205 sans faire au moins quelques remarques.

Le bill C-205 a pour but de combattre le chômage et, en même temps, de stimuler, si possible, l'économie à travers le pays.

Cette mesure, je l'attendais depuis longtemps. Au fait, j'ai fait de nombreuses instances dans le passé en vue de faire reconnaître la région de Saint-Hyacinthe comme région désignée. Je me réjouis donc de voir que l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale (M.